

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 DÉCEMBRE 1912.

Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1913 (1).

RAPPORT

FAT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. de PONTIÈRE.

MESSIEURS,

Le Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour 1913 fixe :

Les dépenses ordinaires à fr. 26,049,500

Les dépenses exceptionnelles à 1,296,000

Total. . . fr. 27,345,500

Soit une augmentation de 475,283 francs sur les dépenses ordinaires et de 406,000 francs sur les dépenses exceptionnelles du budget de 1912.

Toutes les sections ont adopté le projet de Budget.

L'augmentation, aux dépenses ordinaires, porte sur les postes suivants :

Traitements et indemnités des fonctionnaires et gens de service	fr. 11,500
Différents frais relatifs à l'encouragement de l'industrie . . .	30,000
Augmentation temporaire pour la publication des documents relatifs aux brevets	6,500
Traitements et indemnités aux inspecteurs	1,500
Enseignement industriel et professionnel.	210,000
Encouragements aux métiers et négoes.	65,000
Encouragements aux institutions ouvrières	40,000
Frais relatifs aux conseils de prud'hommes.	5,500
Traitements des inspecteurs du travail et des établissements dangereux, insalubres ou incommodes	15,000
Subventions aux mutuelles en vue de la retraite	30,000

(1) Budget, n° 4^{VIII}.

(2) La section centrale, présidée par M. Schollaert, était composée de MM. Henderickx, Van Sande, de Pontière, Troclet, Huyshauwer et Verhaegen.

Dépenses relatives aux Comités de patronage des habitations	
Ouvrières	10,000
Traitement et indemnités dus au Conseil des Mines	1,000
Traitement et indemnités dus au Corps des Mines.	30,783
Indemnités aux délégués à l'inspection des Mines	1,000
Frais de publications relatives aux Mines.	2,500
Traitements et indemnités aux inspecteurs des produits explosifs.	22,700
Fr.	502,783
A déduire les réductions, s'élevant au total à fr.	27,500
Fr.	475,283

L'augmentation des dépenses exceptionnelles est de 106,000 francs; 150,000 francs se trouvant ajoutés pour l'Exposition de Gand; 44,000 francs se trouvant déduits pour les enquêtes médicales et le recensement du personnel de l'industrie et du commerce.

TRAVAIL DES SECTIONS.

Les observations des sections ont porté sur l'insuffisance de l'inspection du travail (art. 33 du projet où se trouve l'augmentation de 15,000 francs), sur l'opportunité d'une révision de la loi sur les accidents du travail, sur la réglementation du travail à domicile, et sur l'enquête relative au travail des pâtisseries et boulangers. Il a été question, d'une façon plus évasive, de l'Office international du travail, de la convention relative au phosphore blanc, des Fédérations des mutualités et des Comités des écoles industrielles.

La section centrale a porté une attention spéciale aux questions dont les sections s'étaient principalement préoccupées et qui viennent d'être énumérées; elle y a joint trois autres points d'une égale importance : la lenteur des poursuites en matière d'accidents du travail, les négociations à suivre avec la France pour établir la réciprocité en fait de pensions ouvrières, le contrat collectif.

Les chapitres II (Pensions et Secours), VI (Poids et Mesures), X (Traitements de disponibilité), XI (Dépenses imprévues), sont totalement étrangers, aussi bien aux augmentations de crédit énumérés ci-dessus, qu'aux diverses observations des sections. Il est donc inutile de s'y arrêter.

Les chapitres I (Administration centrale), V (Métiers et négoce), VIII (Participation aux pensions de vieillesse), IX (Mines) attirent l'attention par certaines augmentations; mais la justification en est très clairement donnée dans la note préliminaire du Projet.

Aux dépenses exceptionnelles (chapitre XII), une seule observation se présente : un subside de 90,000 francs est accordé à la Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents de travail, instituée par la loi du 21 juillet 1890. — La section centrale n'hésite pas à rendre hommage au dévouement des administrateurs de cette Caisse; mais elle s'est demandé si, en l'absence de compte-rendu détaillé des secours accordés, l'on n'a pas à

appréhender certains abus et des doubles emplois dont cette Caisse serait victime, malgré la vigilance de ses gérants. — Reste donc en dernière analyse, les chapitres III (Industrie), IV (Enseignement industriel et professionnel), VII (Travail) et IX (Mines), les seuls sur lesquels il importe d'insister.

CHAPITRE III. — INDUSTRIE.

Au chapitre III (Industrie) se rattache la question des inspecteurs de l'Industrie. Une somme de 15,000 francs portée au chapitre V (Travail) représente l'augmentation des traitements et indemnités aux inspecteurs; une somme de 1,500 francs figure ici, comme augmentations réglementaires de traitements aux grades supérieurs.

Ici, aussi bien qu'au Chapitre V, peuvent se placer les considérations formulées à la fois par diverses sections et par la section centrale. L'inspection, réclamée par tous ceux qui s'intéressent à la classe ouvrière, n'assure pas encore aux lois l'exécution qu'il est urgent de leur donner. Dans les verreries notamment, les femmes sont remplacées par des enfants, auxquels on impose un travail, même de nuit, en disproportion avec leurs forces. D'une façon plus générale, les infractions ne sont pas assez exactement relevées, ni assez promptement réprimées. La section centrale se voit obligée de signaler une insuffisance notable dans le service de l'inspection.

CHAPITRE IV. — ENSEIGNEMENT INDUSTRIEL ET PROFESSIONNEL.

La section centrale souscrit pleinement à l'augmentation de 210,000 francs. Il s'agit même en réalité, non de 210,000, mais bien de 300,000 francs, puisqu'une somme de 90,000 francs se trouve transférée pour 30,000 francs aux encouragements de l'Industrie (Chapitre III), et pour 60,000 francs aux encouragements des métiers et négoce (Chapitre V). Le total de ces trois sommes, soit 300,000 francs, est destiné à la création d'écoles nouvelles et au développement des institutions existantes. La section centrale est d'avis qu'il était urgent, en effet, de donner à l'enseignement industriel et professionnel une nouvelle extension, et qu'ici, comme au sujet de tant d'autres questions ressortissant à son Département, M. le Ministre s'est très heureusement inspiré de l'intérêt le mieux compris des travailleurs manuels.

CHAPITRE V. — TRAVAIL.

Une somme de 40,000 francs, une autre de 5,500 francs, une troisième de 15,000 francs viennent ici augmenter le budget; les Bourses de Travail et les Caisses de chômage profiteront de la première somme, les conseils de prud'hommes, la révision des listes électorales, le personnel des commissariats d'arrondissement seront avantagés par la deuxième; et l'inspection du travail et des établissements dangereux, insalubres et incommodes, par la troisième. Ces augmentations sont certes justifiées. La note préliminaire du Projet s'en explique à suffisance; la section centrale n'y revient que pour marquer la faveur avec laquelle elle croit devoir accueillir les subsides aux

Bourses de Travail et aux Caisses de chômage, aussi bien qu'à l'inspection du travail, mais en renouvelant pour celle-ci la critique formulée au chapitre III.

CHAPITRE IX. — MINES.

A côté de certaines augmentations peu importantes, au total de 4,500 fr., dont 1,000 pour le Conseil des Mines, 1,000 pour les délégués ouvriers à l'inspection des mines, 2,500 pour diverses publications, une augmentation de 50,783 francs provient de l'application du nouveau barème de traitements, d'un supplément pour un ingénieur principal à détacher à Hasselt, du traitement et des frais de déplacement d'un nouvel ingénieur pour le service de Limbourg.

Une autre augmentation, de 22,700 francs, n'est qu'un transfert des articles 2 et 4. En effet, 13,700 francs de traitement de trois inspecteurs des explosifs, et 9,000 francs de frais de route et de séjour de ces inspecteurs, trouvent mieux leur place ici qu'au chapitre de l'administration centrale.

Au chapitre IX (Mines) se trouve une diminution de 21,000 francs, à raison de la suppression de la charge temporaire de 19,000 francs, et réduction de 2,000 francs sur les frais de la station modèle de sauvetage. La note préliminaire en donne le motif.

L'examen ainsi fait du projet, restent les autres questions dont il a été fait mention au début du présent rapport.

Revision de la loi sur les accidents du travail.

Une expérience de neuf ans a mis en lumière les défauts d'une loi que l'on savait du reste destinée à une prochaine revision. Le délai de carence qui ouvre la voie à des simulations, devrait être supprimé. — Le choix du médecin ne peut demeurer limité comme il l'est. — Le soin remis à des comités mixtes d'arbitrage de fixer le degré d'incapacité résultant de l'accident, constituerait un incontestable progrès.

Le principe même de cette fixation se traduit dans l'application par une véritable injustice à l'égard des apprentis, des ouvriers de moins de 16 ans, et de tous ceux qui ne sont pas encore arrivés au salaire moyen que leur promet leur capacité d'ouvrier.

D'autres améliorations sont à introduire; elles apparaîtront clairement dès qu'il sera question de reviser la loi.

A la séance de la Société d'économie sociale du 11 novembre 1912, ces points et d'autres encore ont été signalés avec une compétence toute particulière, surtout par M. Charles De Jace, professeur à l'Université de Liège et par M. Victor Pary, secrétaire des Francs-Mineurs.

Travail à domicile.

Dans ce travail, les abus sont à ce point odieux et leurs conséquences tellement désastreuses, que l'on ne peut demeurer indifférent, et que l'on

voudrait voir sans retard, s'étendre à quelques industries à domicile les lois protectrices du travail des usines et des ateliers. A l'Exposition de Bruxelles, le public a pu se rendre compte des conditions dans lesquelles se trouvent certaines familles de travailleurs, confinés dans une chambre servant, à la fois, de cuisine, de salle à manger, parfois de chambre à coucher, et, pendant la journée, et aussi une partie de la nuit, d'atelier; où se développent, à raison du genre d'industrie qui s'y exerce, les miasmes les plus malsains.

L'idéal serait que les familles, victimes d'une pareille exploitation, puissent être syndiquées et ainsi parvenir à se défendre elles-mêmes; mais le temps presse; la loi devrait intervenir, tout au moins, pour l'amélioration hygiénique de ce travail.

Réciprocité avec la France pour les pensions ouvrières.

Cette question déjà signalée il y a quelque temps, est rappelée par la section centrale, au Gouvernement, avec l'espoir d'une prompt solution.

Travail de nuit des pâtisseries et boulangers.

L'enquête a été ordonnée il y a quelques années déjà. La section centrale a demandé à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail de vouloir bien le renseigner sur le résultat de cette enquête.

Réponse de M. le Ministre : Comme suite à votre lettre du 12 de ce mois, j'ai l'honneur de vous faire savoir que l'enquête sur les boulangeries est terminée. Elle a portée sur 384 établissements, dont 48 sont situés dans la province d'Anvers, 123 dans le Brabant, 24 dans la Flandre Occidentale, 44 dans la Flandre Orientale, 51 dans le Hainaut, 79 dans la province de Liège, 8 dans le Limbourg, 8 dans le Luxembourg et 19 dans la province de Namur.

Le rapport est en voie d'achèvement et j'aurai soin d'en faire hâter l'impression pour qu'il puisse être distribué aux membres de la Chambre des Représentants avant la discussion du budget de mon Département.

Convention collective du travail.

La section centrale s'est intéressée d'une façon toute particulière à la convention collective du travail.

Plus personne ne conteste aujourd'hui aux unions professionnelles leur raison d'être. A mesure que les travailleurs manuels prennent conscience de leur valeur, et se rendent compte des conditions de la production et de la répartition des richesses, et des lois naturelles qui y président; à mesure qu'ils se soustraient aux entraînements irréfléchis qui troublent le jeu de ces lois, ils entendent se trouver, dans la négociation du contrat de travail, sur le pied d'une égalité aussi complète que possible avec les chefs d'entreprise. De là, l'union professionnelle; mais ce n'est là qu'un premier pas. La justice du contrat de travail ne sera garantie qu'à la condition que, pour certaines de

ses clauses, il soit l'œuvre de l'employeur, et d'autre part, non pas l'œuvre de l'ouvrier isolé, mais de l'union professionnelle ou tout au moins de certains représentants des ouvriers. Alors, seront réglés de commun accord des points qui devront se trouver de plein droit dans chacun des contrats individuels qui se concluront.

Alors, pour une période de temps déterminée, les causes de conflit sur ces points généraux seront écartés, et l'on aura renoncé aussi bien au droit de grève qu'au droit de suspension du travail. Alors, aussi, des comités d'arbitrage auront été institués pour régler certains conflits.

Alors, enfin, la violation des engagements pris dans ces termes, entraînera la responsabilité effective du coupable, fût-il le groupement ouvrier ; celui-ci aura, en effet, par prélèvement sur le salaire ou autrement, à former une caisse commune aux dépens de laquelle s'exercerait la sanction.

L'Angleterre, l'Allemagne, la France, ont déjà recueilli le fruit de semblables institutions. Il est temps que la Belgique les fasse naître chez elle en les facilitant et leur donnant le statut juridique.

Il faut, pour cela, doter de la personnification civile les groupements, formés en vue de la convention collective, et qui ne constituent pas des unions professionnelles ;

Régler la portée de la convention collective, tant pour déterminer son action sur les contrats individuels que pour fixer quels seront les chefs d'entreprise et les ouvriers qui seront tenus de l'observer ;

Prescrire les mesures qui en sanctionneront l'exécution ;

Faciliter la formation de comités d'arbitrage et leur fonctionnement ;

Organiser au sein des groupements ouvriers une caisse qui répondrait des manquements collectifs, et qui serait formée au moyen d'actions de travail ou de prélèvements sur le salaire.

Le budget et le rapport ont été adoptés à l'unanimité des membres présents.

Le Rapporteur,

DE PONTIÈRE.

Le Président,

F. SCHOLLAERT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 DECEMBER 1912.

Begrooting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid voor het dienstjaar 1913 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER de PONTIÈRE.

MIJNE HEEREN,

Op de Begrooting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid voor 1913 komen de volgende uitgaven voor :

Gewone uitgaven	fr. 26,049,500
Uitzonderlijke uitgaven	1,296,000

Te zamen. fr. 27,345,500

Dit is eene vermeerdering van 475,283 frank op de gewone uitgaven en van 106,000 frank op de uitzonderlijke uitgaven der begrooting voor 1912.

Al de Afdeelingen hebben het ontwerp van Begrooting goedgekeurd.

De vermeerdering van de gewone uitgaven betreft de volgende posten.

Jaarwedden en vergoedingen voor de ambtenaren en dienstlieden	fr. 11,500
---	------------

Verschillende kosten betreffende de aanmoediging van de nijverheid	50,000
--	--------

Tijdelijke vermeerdering voor de uitgave der stukken betreffende de brevetten	6,500
---	-------

Jaarwedden en vergoedingen voor de opzieners	1,500
--	-------

Nijverheids- en beroepsonderwijs	210,000
--	---------

Bevordering van ambachten en neringen	65,000
---	--------

Bevordering van arbeidersinstellingen	40,000
---	--------

Kosten voor de werkrechtscraden	5,500
---	-------

Jaarwedden van de opzieners van den arbeid en van de gevaarlijke of hinderlijke inrichtingen	15,000
--	--------

(1) Begrooting, nr 4^{vol}.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Schollaert, bestond uit de heeren Hendrickx, Van Sande, de Ponthière, Troclet, Huyshauwer en Verhaegen.

Tegemoetkoming aan pensioenmutualiteiten	30,000
Uitgaven voor de beschermingscomiteiten der werkmanswo- ningen	10,000
Jaarwedden en vergoedingen voor den Raad der Mijnen	1,000
Jaarwedden en vergoedingen voor het Mijnskorps	50,783
Vergoedingen voor de afgevaardigden bij het mijntoezicht . .	1,000
Kosten wegens het uitgeven van schriften betreffende de mijnen	2,500
Jaarwedden en vergoedingen der opzieners van de spring- stoffen	22,700
	Fr. 502,783
Daarvan zijn af te trekken de verminderingen, welke bedragen	27,500
	Fr. 475,283

De vermeerdering van de uitzonderlijke uitgaven bedraagt 106,000 frank: eenerzijds, 150,000 frank bijgevoegd voor de Gentsche Tentoonstelling; anderzijds, 44,000 frank afgetrokken voor het geneeskundig onderzoek en de telling van het personeel in nijverheids- en handelsbedrijven.

WERKZAAMHEDEN IN DE AFDEELINGEN.

De opmerkingen in de Afdeelingen bedoelden het ontoereikend arbeids-toezicht (art. 55 van het ontwerp waarin de vermeerdering van 15,000 frank voorkomt), de gepastheid van eene herziening der ongevallenwet, de regeling van den huisarbeid, het onderzoek betreffende den arbeid van pasteien- en broodbakkers. Terloops was er ook sprake van den Internationalen Arbeidsdienst, van de overeenkomst betreffende den witten phosphor, van de Bonden van mutualiteiten, alsmede van de Comiteiten der nijverheidsscholen.

De Middenafdeeling hield zich bijzonder bezig met de vraagstukken die hoofdzakelijk behandeld werden in de Afdeelingen en hierboven zijn vermeld; zij hield zich daarenboven bezig met drie andere zaken van evenveel belang: de trage vervolgingen in zake van arbeidsongevallen, de onderhandelingen met Frankrijk om wederkeerigheid te verwerven in zake van arbeiderspensioenen, de collectieve arbeidsovereenkomst.

De bovengemelde kredietverhoogingen gelden niet voor de hoofdstukken II (Pensioenen en Onderstand), VI (Maten en Gewichten), X (Jaarwedden van beschikbaarheid), XI (Onvoorziene uitgaven); omtrent deze hoofdstukken werden ook geen aanmerkingen gemaakt in de Afdeelingen. Dus hebben wij er niet bij stil te blijven.

De hoofdstukken I (Hoofdbestuur), V (Ambachten en Neringen), VIII (Bijdrage in de onderdomspensioenen), IX (Mijnen), vestigen de aandacht door sommige verhoogingen; doch deze verhoogingen worden genoegzaam gebilijkt in de inleidingsnota van het Ontwerp.

Betreffende de uitzonderlijke uitgaven (Hoofdstuk XII) dient slechts ééne opmerking te worden gemaakt: eene toelage van 90,000 frank wordt verleend aan de Voorzorgs- en Onderstandskas ten bate van slachtoffers van

arbeidsongevallen, ingesteld bij de wet van 21 Juli 1890. Zonder aarzelen brengt de Middenafdeeling hulde aan de toewijding van de beheerders dezer Kas, doch zij vroeg zich af of er, bij ontstentenis van eene omstandige opgave van den verleenden onderstand, niet sommige misbruiken en dubbelrekeningen te duchten zijn, waardoor deze Kas zou lijden ondanks al de waakzaamheid van de beheerders.

Ten slotte, hebben wij nog de hoofdstukken III (Nijverheid), IV (Nijverheids- en beroepsonderwijs), VII (Arbeid) en IX (Mijnen), de eenige waarop wij behoeven aan te dringen.

HOOFDSTUK III. — NIJVERHEID.

Aan dit hoofdstuk is verbonden het vraagstuk van de opzieners der Nijverheid. Eene som van 15,000 frank, gebracht onder hoofdstuk V (Arbeid), vertegenwoordigt de verhooging van de jaarwedden en van de vergoedingen der opzieners; eene som van 1,500 frank is hier voorzien als reglementaire vermeerdering van jaarwedden voor de hoogere graden.

Hier, zoowel als onder hoofdstuk V, is plaats voor de opmerkingen die werden uitgebracht zoo in verscheidene Afdeelingen als in de Middenafdeeling. Het toezicht, aangevraagd door al wie belangstelling gevoelt voor den arbeidersstand, werd nog niet uitgeoefend op zulke wijze dat de wetten worden uitgevoerd zooals het behoort. In de glasblazerijen, bij voorbeeld, worden vrouwen vervangen door kinderen, wien men zelfs 's nachts werk boven hunne krachten oplegt. Op meer algemeene wijze worden de overtredingen niet nauwkeurig genoeg vastgesteld, noch spoedig genoeg betengeld. De Middenafdeeling acht zich verplicht te wijzen op eene merkelijke ontoereikendheid van den toezichtsdienst.

HOOFDSTUK IV. — NIJVERHEIDS- EN BEROEPSONDERWIJS.

De Middenafdeeling stemt volkomen in met de vermeerdering van 210,000 frank. Zelfs geldt het eigenlijk niet 210,000, maar wel 500,000 fr., vermits eene som van 90,000 frank voor 30,000 frank is overgebracht naar hoofdstuk III (Bevordering van de nijverheid) en voor 60,000 frank naar hoofdstuk V (Bevordering van ambachten en neringen). Deze drie sommen, te zamen 500,000 frank, zijn bestemd voor oprichting van nieuwe scholen en uitbreiding van de bestaande instellingen. De Middenafdeeling acht het dringend noodig eene nadere uitbreiding te geven aan het nijverheids- en beroepsonderwijs; zij meent dat op dit gebied, evenals voor menig ander vraagstuk behoorende tot de bevoegdheid van zijn Departement, de Minister het best begrepen belang van de handenarbeiders in aanmerking genomen heeft.

HOOFDSTUK V. — ARBEID.

Eene som van 40,000 frank, eene andere van 5,500 frank, eene derde van 15,000 frank verhoogen hier de begrooting; de Arbeidsbeurzen en de Werkloozenfondszen zullen haat trekken uit de eerste som, de werkrechttersraden, de herziening van de kiezerslijsten, het personeel van de arrondisse-

mentscommissariaten uit de tweede; de dienst van toezicht op den arbeid en op de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichtingen uit de derde. Voorzeker zijn deze verhoogingen gebillijkt. De inleidingsnota geeft daarover voldoende uitlegging; de Middenafdeeling drukt er maar op om, te doen uitschijnen hoe gunstig zij gestemd is voor de toelagen geschonken aan de Arbeidsbeurzen en de Werkloozenfondsen, alsmede aan het arbeidstoezicht, doch voor deze herhaalt zij hare klacht, uitgedrukt naar aanleiding van hoofdstuk III.

HOOFDSTUK IX. — MIJNEN.

Benevens sommige weinig aanzienlijke verhoogingen, te zamen 4,500 frank, waarvan 1,000 frank voor den Mijnraad, 1,000 frank voor de Werkliedenafgevaardigden bij het Toezicht der Mijnen en 2,500 frank voor verscheidene uit te geven schriften, is er eene verhooging van 50,785 frank ten gevolge van de toepassing van den nieuwen loonstandaard, van eene bijwedde voor een hoofdingenieur die te Hasselt zal verblijven, van de jaarwedde en reiskosten van een nieuwen ingenieur voor den dienst van Limburg.

Eene andere verhooging, bedragende 22,700 frank, is slechts eene overdracht van de artikelen 2 en 4. Het krediet van 15,700 frank wegens jaarwedde van drie toezichters voor de springstoffen en het krediet van 9,000 frank wegens reis- en verblijfskosten dier toezichters komen immers beter hier voor dan onder het hoofdstuk betreffende het hoofdbestuur.

Het hoofdstuk IX (Mijnen) is verminderd met 21,000 frank, uit hoofde van de afschaffing van den tijdelijken last van 19,000 frank en van de vermindering van 2,000 frank op de kosten van het model-reddingsstation. In de inleidingsnota worden de redenen daarvan vermeld.

Na dit onderzoek van het ontwerp behoeven wij over te gaan tot de andere vraagstukken waarvan gewag is gemaakt in het begin van dit verslag.

Herziening van de ongevallenwet.

Uit eene proefneming, die negen jaar duurde, is gebleken welke de gebreken zijn van eene wet welke overigens, zooals men wist, bestemd was om spoedig herzien te worden. De onvergoede termijn, die aanleiding geeft tot onoprechtheid, diende te vervallen. — De keuze van den geneesheer kan niet langer beperkt blijven zooals thans. — Werden gemengde scheidsraden belast met het bepalen van den graad der ongeschiktheid voortspruitende uit het ongeval, dan zou men onbetwistbaar een stap vooruit doen.

Het beginsel zelf van die bepaling komt feitelijk neer op eene echte onrechtvaardigheid jegens de leergasten, de werklieden beneden 16 jaar, en jegens al wie het gemiddeld loon nog niet trekt, dat hij van zijne bekwaamheid als werkmán mag verwachten.

Nog andere verbeteringen dienen ingevoerd te worden; zij zullen klaar uitschijnen zoodra er sprake zal zijn van eene herziening der wet.

Ter vergadering van de « Société d'économie sociale », op 11 November 1912, werd op die punten en op meer andere de aandacht gevestigd door bijzonder bevoegde mannen, vooral door den heer Charles De Jace, hoogleeraar aan de Hoogeschool te Luik, en door den heer Victor Pary, schrijver van de *Francs Mineurs (Vrije Mijnwerkers)*.

Huisarbeid.

De misbruiken, die in den huisarbeid heerschen, zijn zoo hatelijk en de gevolgen daarvan zijn zoo rampspoedig, dat men niet onverschillig kan blijven en verlangt dat de wetten tot bescherming van den arbeid in fabrieken en werkplaatsen onverwijld worden toegepast op eenige huisbedrijven. Op de Tentoonstelling van Brussel kon het publiek nagaan in welken toestand sommige arbeidersgezinnen verkeerden : zij beschikken slechts over ééne kamer en deze dient te gelijker tijd tot keuken, tot eetplaats, soms tot slaapkamer en, in den dag zoowel als in een deel van den nacht, tot werkplaats waar, uit hoofde van den aard van het werk, de meest schadelijke smetstoffen ontstaan.

Het ideaal ware, dat de gezinnen, die het slachtoffer zijn van soortgelijke uitbreiding, zich in syndicaten zouden vereenigen en aldus zich zelf zouden verdedigen ; doch er is geen tijd over ; de wet zou moeten optreden, althans tot verbetering van den huisarbeid in gezondheidsopzicht.

Wederkeerigheid met Frankrijk voor de arbeiderspensioenen.

Deze zaak, waarop vóór enkelen tijd gewezen werd, wordt door de Middenaafdeeling in herinnering gebracht bij de Regeering; de Afdeeling hoopt dat daaraan eene spoedige oplossing zal gegeven worden.

Nachtarbeid van brood- en pasteibakkers.

Reeds eenige jaren geleden werd een onderzoek daarover ingesteld. De Middenaafdeeling verzocht den Minister van Nijverheid en Arbeid, haar over de uitkomsten van dat onderzoek te willen inlichten.

Het antwoord van den Minister luidt als volgt :

« In antwoord op uw schrijven van 12 dezer maand, heb ik de eer U ter kennis te brengen dat het onderzoek betreffende de bakkerijen afgelopen is. Dat onderzoek betrof 384 inrichtingen, waarvan 48 in de provincie Antwerpen, 123 in Brabant, 24 in West-Vlaanderen, 44 in Oost-Vlaanderen, 31 in Henegouw, 79 in de provincie Luik, 8 in Limburg, 8 in Luxemburg en 19 in de provincie Namen.

» Het verslag is bijna gereed en ik zal er voor zorgen, dat het zoo spoedig mogelijk worde gedrukt opdat het aan de leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers worde rondgedeeld vóór de behandeling van de Begrooting van mijn Departement. »

Gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst.

De Middenafdeeling hield zich bijzonder bezig met de gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst.

Niemand betwist thans nog de reden van bestaan der vakvereenigingen. Naarmate de handenarbeiders het bewust zijn hunner waarde hebben en de voorwaarden van de voortbrenging en verdeeling der goederen, alsmede de natuurwetten beseffen die haar regelen; naarmate zij zich onthouden van de onoverlegde daden die de werking dier wetten storen, willen zij, bij het sluiten van de arbeidsovereenkomst, zooveel mogelijk op gelijken voet gesteld zijn met de hoofden van ondernemingen. Vandaar de vakvereeniging; doch dat is slechts een eerste stap. De rechtvaardigheid zal alleen dan in de arbeidsovereenkomst bestaan, wanneer deze overeenkomst, voor sommige bedingen ervan, het werk zal zijn, eenerzijds, van den werkgever en, anderzijds, niet van den werkman alleen, maar wel van de vakvereeniging of althans van sommige vertegenwoordigers der werklieden. Dan zullen zaken, welke van rechtswege zullen moeten voorkomen in elke individueele arbeidsovereenkomst, in gemeen overleg geregeld zijn.

Dan zullen, voor een bepaald tijdsverloop, de oorzaken van betwisting over die algemeene zaken uit den weg geruimd zijn, en zal men afzien van het recht tot werkstaking, evenals van het recht tot schorsing van den arbeid; dan ook zullen er scheidsraden bestaan om sommige geschillen te regelen.

Dan zal, eindelijk, het schenden van de op die wijze aangegane verbintenissen de werkelijke aansprakelijkheid van den schuldige medebrengen, al moest deze de arbeidersvereeniging zijn; want deze zal, door afhoudingen van het loon of anderszins, eene gemeenschappelijke kas moeten tot stand brengen, welke voor de bekrachtiging zou instaan.

Engeland, Duitschland, Frankrijk hebben de vruchten van soortgelijke instellingen reeds geplukt. Het is hoog tijd dat België ze ook te zijnen tot stand brenge door haar de rechtspersoonlijkheid te vergemakkelijken en te verleen.

Daartoe moet men :

De rechtspersoonlijkheid verleen aan de vereenigingen die worden opgericht met het oog op de gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst en geen vakvereenigingen zijn ;

De kracht van de gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst regelen, zoowel om hare werking op de individueele overeenkomsten te bepalen als om vast te stellen welke werkgevers en werknemers zullen verplicht zijn ze na te leven ;

De maatregelen voorschrijven, waardoor de uitvoering ervan zal bekrachtigd worden ;

Het oprichten en het optreden van scheidsraden vergemakkelijken ;

In den schoot der werkliedenbonden eene kas oprichten, welke zou instaan voor de gemeenschappelijke tekortkomingen en in stand zou gehouden

worden door middel van arbeidsaandeelen of afhoudingen van het loon.

De Begrooting en het verslag werden door de aanwezige leden met eenparige stemmen aangenomen.

De Verslaggever,

DE PONTIÈRE.

De Voorzitter,

F. SCHOLLAERT.

